

Madame le Président, après consultation, il semble qu'il y ait consentement unanime pour que cette motion soit présentée aujourd'hui et acceptée par la Chambre.

Mme le Président: Les honorables députés ont entendu la suggestion du président du Conseil privé. La Chambre est-elle d'accord pour accepter cette motion?

Des voix: D'accord.

Mme le Président: Il en est ainsi ordonné.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. D. M. Collenette (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, nous répondons aujourd'hui aux questions n^{os} 212, 355, 623 et 644.

[Texte]

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC—LE MONTANT VERSÉ DANS LE CADRE DE PROGRAMMES

Question n^o 212—**M. Herbert:**

Pour chacune des cinq dernières années, quelle somme, identifiée par programme, a été versée directement au gouvernement du Québec?

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): La réponse à cette question se trouve dans la réponse à la question n^o 211 déposée aujourd'hui.

TRAVAIL—LES EMPLOYÉS DU GROUPE DE CLASSIFICATION SX

Question n^o 355—**M. Herbert:**

1. Le 31 mars 1979, *a*) combien de personnes du niveau SX étaient à l'emploi du ministère du Travail, *b*) combien étaient (i) francophones (ii) de sexe féminin?

2. Quels sont les chiffres correspondants à ce jour?

3. Depuis le 31 mars 1979, a-t-on apporté une réforme au Ministère au chapitre de l'organisation et, le cas échéant, quelles répercussions a-t-elle eues sur le nombre de ces employés?

L'hon. Gerald Regan (ministre du Travail): 1. *a*) 15. *b*) (i) 4. (ii) Néant.

2. *a*) 15. *b*) (i) 4. (ii) Néant.

3. Oui, il y a eu un changement de structure qui n'a eu, toutefois, aucun effet sur le nombre des SX en poste.

CONSEIL DU TRÉSOR—LE NOMBRE D'AVOCATS QUE COMPTE L'EFFECTIF

Question n^o 623—**M. Howie:**

Combien d'avocats comptent parmi l'effectif du Conseil du Trésor?

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Le ministère de la Justice fournit les services de onze (11) avocats au Conseil du Trésor. Ces avocats agissent également comme conseillers juridiques auprès du ministère des

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

Finances, du contrôleur général du Canada et de l'inspecteur général des banques.

CONSEIL DU TRÉSOR—LE NOMBRE DE PERSONNES ŒUVRANT DANS LE SECTEUR DES RELATIONS PUBLIQUES

Question n^o 644—**M. Howie:**

Combien de personnes œuvrant dans le secteur des relations publiques, de la publicité ou des relations avec les médias font partie de l'effectif du Conseil du Trésor?

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Trois employés au sein de la Division des communications du Conseil du Trésor sont chargés des fonctions stipulées, au nom du Secrétariat du Conseil du Trésor et du bureau du contrôleur général. En outre, quatre agents d'information apportent leur concours aux deux organismes en matière de communication, notamment dans le domaine des publications.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. D. M. Collenette (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, si la question n^o 211 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX—LES PROGRAMMES DE TRANSFERT ET DE PAIEMENT DE PÉRÉQUATION

Question n^o 211—**M. Herbert:**

Pour chacune des dix dernières années, quelles sommes ont été versées à chacun des gouvernements provinciaux en vertu des programmes de transfert et de paiement de péréquation?

(Le document est déposé.)

M. Collenette: Madame le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Mme le Président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

● (1510)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LE CRÉDIT D'IMPÔT À L'EMPLOI

MESURE TENDANT À PROLONGER LA DURÉE DU PROGRAMME

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 24 avril, de la motion de M. Axworthy: Que le bill C-19, tendant à modifier la loi sur le crédit à l'emploi, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité plénier.